viandes et les légumes que les cultivateurs envoient sont de la qualité qu'il faut. Pourquoi en agit-on autrement pour le lait; et pourquoi emploie-t-on pour agir autrement, des hommes qui à l'inexpérience joignent souvent un trop grand désir de se conquérir les bonnes grâces de leurs supérieurs. Animés d'un tel esprit les inspecteurs de Montréal ne sont plus des aides utiles à l'administration municipale, mais des agents nuisibles au développement de l'industrie laitière et au bien-être des consommateurs.

Après avoir signalé le mal qui existe, nous permettez-vous, Monsieur le Ministre, de vous soumettre le remède que nous avons cru le plus propre à guérir et même à changer de tout en tout l'état de choses actuel.

Nous ne voulons pas qu'on fasse disparaître les inspecteurs; au contraire, nous désirons qu'on en nomme de plus nombreux; seulement ce que nous suggérons humblement au gouvernement, c'est de prendre ces inspecteurs sous sa juridiction, et de renvoyer ceux de Montréal aux travaux qu'on pourra leur trouver à faire dans cette ville.

Nous demandons respectueusement que le gouvernement de la province amende la loi à la session actuelle de façon à donner au conseil d'hygiène provincial l'autorisation de nommer autant d'inspecteurs qu'il faut pour visiter les fermes afin que toutes les mesures soient prises pour assurer que de bons produits soient envoyés dans les villes pour la consommation des habitants. Ce que nous désirons, c'est que ces inspecteurs choisis parmi des hommes munis des connaissances nécessaires, ne deviennent pas seulement des policiers, mais aussi des aides et de sages conseillers pour les cultivateurs. Ces officiers publics n'iront plus intimider les cultivateurs et les menacer des foudres des autorités de Montréal, mais iront plutôt faire l'éducation des cultivateurs qui seront sur le territoire qui leur sera assigné; bien renseignés, bien éclairés, encouragés comme ils le seront, les cultivateurs ne seront plus tentés d'abandonner l'industrie laitière, mais désireront plutôt travailler de plus en plus à son essor et à sa prospérité.

Alors les cultivateurs se rendront de bonne grâce aux avis qu'on leur donnera, et tout naturellement s'efforceront à n'avoir que de bons produits; avec de la méthode, avec des instructions précises et claires, les cultivateurs sauront comment préparer, entretenir et aménager leurs étables, et quelles conditions il leur faudra remplir sans qu'il leur coûte plus cher pour assurer à leurs produits la qualité exigée par les lois d'hygiène. Les inspecteurs du gouvernement pourront préparer tout un programme qu'ils développeront graduellement, afin de donner le temps aux cultivateurs de s'y conformer. Ces inspecteurs pourraient rendre de grands services aux cultivateurs, et au gouvernement qui ne souhaite rien tant que de voir progresser l'industrie laitière.

Rien n'empêcherait ces inspecteurs de s'entendre avec les cultivateurs qui auront l'intention de se construire des étables, ils pourraient les aider de leurs conseils à construire des établissements modernes, sans faire trop de frais, ils pourraient même au besoin, leur fournir des plans gratuitement, et ainsi le cultivateur saura ce qu'il faut faire pour rencontrer les plus sévères exigences et cela sans frais considérables.

Quant aux inspecteurs du service des aliments, Montréal trouvera bien moyen de les occuper à d'autres besognes dans les limites de la ville sans qu'ils aillent importuner les cultivateurs.

Nous croyons, Monsieur le Ministre, que nos revendications sont justes et nous espérons qu'elles seront satisfaites, pour le plus grand bien de tous.

C'est avec des inspecteurs sous le contrôle du gouvernement que l'inspection des fermes se fera le mieux, comme se fait d'ailleurs déjà celle des beurrieres et des fromageries.

Monsieur le Ministre, pourquoi traiter le cultivateur de la province de Québec autrement que celui de la province d'Ontario? Est-il à votre connaissance, Monsieur le Ministre,

que la moitié du lait consommé à Montréal est expédié de la province d'Ontario, et que l'inspection de ce lait ne se fait que lorsque le lait est arrivé à Montréal. La province d'Ontario n'ayant jamais consenti à laisser inspecter les fermes des expéditeurs de lait par les autorités, malgré les demandes réitérées faites par la ville de Montréal.

Le tout humblement soumis.

MONTREAL DAIRY CO., Limited,
ADELARD FORTIER,
Vice-président et trésorier.

Le Conseil a hautement approuvé l'attitude de M. Fortier.

L'assemblée était présidée par M. le lieutenant-colonel Labelle. Etaient présents:

MM. Adélard Fortier, vice-président; W.-U. Boivin, secrétaire; C.-H. Catelli, Damase Masson, Fred.-C. Larivière, Joseph Fortier, F. Bourbonnière, C.R., J.-G.-A. Filion, L.-C. de Tonnancourt, Dr J.-C. Poissant, J.-T. Armans, Lambert de Roode, Arthur Lemont, J.-C.-G. Contant.

LA PROSPERITE DE LA BANQUE D'HOCHELAGA.

Les opérations de l'année 1912 ont été remarquables par leur tendance éminemment progressive, ainsi qu'en témoigne le rapport présenté mercredi aux actionnaires, par les directeurs de la Banque d'Hochelaga. Pour faire face à l'extension des opérations, les directeurs ont décidé d'émettre la balance du capital autorisé, soit \$1,000,000, qui sera offert aux actionnaires à \$150, payables à raison de 10% par mois, et ils se proposent de plus de demander prochainement l'autorisation d'augmenter le capital de la Banque afin de pouvoir faire face au développement des entreprises industrielles et commerciales du pays.

Les chiffres du rapport annuel ont leur éloquence et indiquent les possibilités pour l'avenir. Les profits ont été de \$481,616.32, soit \$66,616 d'augmentation sur 1911. L'actif total de la Banque accuse une augmentation de \$3,766,650, sur l'exercice de 1911 et atteint \$30,697,262.73. Le papier commercial a bénéficié de l'augmentation des ressources de la Banque sous forme d'un escompte additionnel, sur 1911, de \$1,815,889.98. Le fonds de réserve a été augmenté de \$350,000; il égale aujourd'hui le capital payé de \$3,000,000. Il a été, de plus, réservé \$50,000 des profits en compensation des intérêts sur le papier commercial escompté qui n'est pas arrivé à échéance.

Les dépôts portant intérêts, malgré les offres de placement ou de spéculation faites à l'épargne, ont augmenté de \$1,449,299.40.

Plusieurs succursales ont été ouvertes et ont nécessité l'achat ou la construction de locaux appropriés, de sorte que la rubrique: Edifices et Propriétés de la Banque accuse une augmentation de \$336,211.47 sur l'exercice de 1911.

Tout dans ce rapport indique une direction vigilante mais prévoyante, une administration prudente qui permet, d'ores et déjà, d'escompter pour la Banque d'Hochelaga une brillante carrière financière.

ACCUSE DE RECEPTION

Nous avons reçu de Mlle A. Plouffe, 207 St-Jacques, à Montréal, un gracieux calendrier artistique et nous lui adressons tous nos remerciements pour son aimable envoi. Mlle Plouffe n'est pas une inconnue dans le monde des affaires et tous les commerçants connaissent la qualité de ses travaux de dactylographie et la perfection de ses traductions d'anglais en français ou vice-versa. Son bureau, où travaillent journellement plusieurs employées est des plus fréquentés, et il nous fait plaisir d'enregistrer ce succès d'autant mérité qu'il est le résultat d'un travail intelligent et d'une énergie méritoire.